



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE L'OZON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

LUNDI 5 OCTOBRE 2026

Nombre de sièges au conseil : 30
Nombre de conseillers en exercice : 29
- Présent(e)s : 26
- Pouvoirs : 3
- Excusé(e)s : /
- Absent(e)s non excusé(e)s : /

L'an deux mil vingt-six, le cinq octobre, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon, dûment convoqué le 29 septembre 2026, s'est réuni en session ordinaire à 19h00 à la Salle des Pachottes à Simandres, sous la présidence de Madame la Présidente, Mireille BONNEFOY.

Secrétaire : Nathalie PANSIOT

Présent(e)s :

Mmes et MM, Nicolas VARIGNY, Laurent BICARD, Evelyne GAUTHIER, Lauredana JACQUET (Chaponnay), Christelle REMY, Jean François AYMARD, Sophie BIBOLLET-JUSTE, Christian GAMET (Communay), Alexandre DESCOLLONGES, Sandra BULLION (Marennes), Arnaud DELEU, Bruno BARAZZUTTI, Blandine BOST, Mathieu DUSSERT-BRESSON, Alexis GAILLARDIN, Noémie PROST-PICAZO (St Symphorien d'Ozon), Mireille BONNEFOY, Josiane RANN, Christophe TEZENAS DU MONTCEL (Sérézin du Rhône), Michel BOULUD, Nathalie PANSIOT (Simandres), Catherine DESCHANEL, Marie-Thérèse CHARRE CHAZAL, Thierry DESCHANEL, Patrice LAVERLOCHERE, Xavier POCHON (Ternay)

Pouvoirs :

M. Pascal CREPIEUX (Chaponnay) a donné pouvoir à Mme Lauredana JACQUET (Chaponnay)
Mme Laura LARANJEIRA BERNARD (Communay) a donné pouvoir à Mme Christelle REMY (Communay)
Mme Geneviève GLEYNAT (St Symphorien d'Ozon) a donné pouvoir à M. Alexis GAILLARDIN (St Symphorien d'Ozon)

Excusés :

/

Absent(e)s non excusé(e)s :

/

N°2026-100-4.1.2
05/10/2026

Mise en place des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) pour les agents relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine

Mireille BONNEFOY, Présidente, rappelle à l'assemblée que :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2026-03-13-00040 du 19 mars 2026 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon ;
Vu la délibération n° 2024-105 du 25 novembre 2024 relative à la mise en place des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) au 1^{er} janvier 2025 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en sa séance du 5 octobre 2026 ;

Vu le bureau communautaire du 7 septembre 2026 ;

Considérant que la CCPO a créé lors du conseil communautaire du 6 juillet 2026 un emploi permanent à temps complet d'agent de liaison du réseau des bibliothèques (f/h) ouverts au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ;

Considérant qu'il convient d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine, dont le cadre général est précisé dans la délibération n° 2024-105 du 25 novembre 2024 relative à la mise en place des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- **INSTAURE** à compter du 5 octobre 2026, les indemnités horaires pour travaux supplémentaires en faveur des agents relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ;
- **OUVRE** droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires les emplois, relevant du cadre d'emplois des adjoints du patrimoine, suivants :

Cadres d'emplois	Emplois
Adjoints du patrimoine	Agent de liaison du réseau des bibliothèques

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2026 et suivants du budget principal de la CCPO au chapitre 012.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre toutes mesures et signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision et toutes diligences pour la rendre exécutoire ;
- **DIT** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Lyon à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Télétransmise en Préfecture le **13 OCT. 2026**

Affichée le

Certifiée exécutoire le **13 OCT. 2026**

Pour extrait conforme au registre,

Mireille BONNEFOY

Présidente

